
Si le Loup y était... Quelles compétences humaines et animales sont instaurées dans l'anticipation d'une coexistence située? (Région wallonne, Belgique)

Dorothee Denayer *Université de Liège*

Charlotte Bréda *Université de Liège*

Résumé : Suspectant la présence de loups sur son territoire, l'administration de la Région wallonne a entériné la mise en place d'un réseau partenarial d'observateurs qui doit accompagner et préparer l'arrivée de l'espèce. Ce réseau d'experts, de représentants des mondes de la chasse et de l'élevage ainsi que des associations naturalistes de protection de la nature poursuit trois objectifs : produire des connaissances scientifiquement validées à travers le suivi; communiquer de manière cohérente envers le public; développer un lieu de négociation entre les acteurs qui subiront potentiellement des dommages dus à la présence de loups. L'anticipation de la coexistence comme un risque se révèle en tension dans sa mise en place, mettant en évidence l'écart entre les compétences attendues et effectives des humains et des animaux, et invitant à une réflexion sur le caractère constructif des débats et des tensions dans l'instauration durable d'un « devenir ensemble » humains-loups. Cet article interroge les modes de connaissance et d'organisation qui accompagnent l'arrivée du loup afin de mieux cerner les compétences qui lui sont attribuées, ainsi qu'aux humains qu'il perturbe et par lesquels il est perturbé dans la construction d'un avenir commun.

Mots-clés : loup, compétences, anticipation, transdisciplinarité, coexistence, nature

Abstract: Suspecting the presence of wolves on its territory, the Walloon Region administration created an innovative observers' network to prepare for the arrival of the predator. Drawing on a previous French experiment, this partnership between experts, hunting representatives, and nature conservation associations pursues three objectives: to produce scientific knowledge through monitoring; to communicate meaningfully with the public; and to build a space for negotiation between potentially affected actors. Anticipating such coexistence as a risk management issue leads to tensions that reflect the gap between the expected skills of humans and animals while inviting reflection on the constructed nature of debates and on the possibility of a sustainable "becoming together" of humans and wolves. This article examines the modes of knowledge and organisation that accompany the arrival of wolves in order to better understand the skills assigned to them and to the humans they affect and by whom they are affected in the building of a common future.

Keywords: wolves, skills, anticipation, transdisciplinarity, coexistence, nature

Tant que Loup n'y est pas...

Alors que la biodiversité ordinaire s'effrite chaque jour davantage, la protection du bestiaire emblématique européen porte ponctuellement ses fruits. Plusieurs espèces disparues localement sont classées comme intégralement protégées en Europe, depuis la fin du XX^e siècle afin de contribuer à leur recolonisation. C'est le cas de *Canis lupus*, le Loup¹. Il y jouit du statut d'espèce protégée² et d'un contexte d'usages et de ressources propices à son redéploiement : la faune sauvage y est abondante du fait de l'évolution des pratiques de chasse et la déprise agricole offre des espaces de recolonisation forestière (Beudels-Jamar 2018). Son comportement est potentiellement problématique pour les activités humaines et pourtant, les contextes juridique et politique lui sont favorables, deux ingrédients qui font du Loup un animal « à problèmes » (Mounet 2008). De longue date, le partage des territoires avec des loups et avec le Loup –comme catégorie d'êtres– fait l'objet de débats et de conflits (Moriceau 2014). Ils furent persécutés en Europe occidentale, jusqu'à l'éradication à l'exception de meutes relictuelles. En Belgique, depuis 2011, des gestionnaires des administrations en charge de l'environnement et des naturalistes des associations environnementales³ attendent son retour et s'organisent : ce territoire se situe au croisement des fronts français et allemand de dispersion de *Canis lupus* (Fichet 2018). Pourtant, la Belgique est densément peuplée⁴ et ne semble répondre à aucun canon du sauvage. En Région wallonne⁵, les forêts d'épicéas et de hêtres sont bien alignées, les animaux et leur circulation activement encadrés. Cette région est pourtant devenue l'un de ces nouveaux territoires où les rencontres entre humains et animaux sauvages se multiplient (Bortolamiol et al. 2017). Les premières incursions lupines y sont qualifiées de « spontanées » par les associations naturalistes pour souligner leur naturalité (Goethals 2017). Pourtant, les loups se manifestent en premier lieu dans le monde social, ils influencent de

manière particulièrement « créative » les relations entre les humains (Manceron 2016). Cette future cohabitation est d'emblée posée comme potentiellement problématique et traitée en termes de risques et de peurs. Le Loup a la réputation d'être à l'origine de « dégâts » (mutilations ou mises à mort d'animaux domestiques) et d'autres situations conflictuelles (par exemple, la présence d'un concurrent aux chasseurs).

Comment se préparer à vivre avec le Loup sur un tel territoire? Quelles sont les mesures de gestion à prendre et sur quelles connaissances les appuyer? Il s'agit, pour les experts, les naturalistes et les gestionnaires de l'administration, d'instaurer les conditions d'une coexistence « harmonieuse » dont les risques sont toutefois déjà pensés et traduits en réalités matérielles. Ainsi, l'administration⁶ est elle-même porteuse de cette contradiction inhérente à la mission qu'elle revendique : elle doit maintenir les contraintes d'une réglementation qui protège intégralement le Loup et prépare les conditions d'une familiarisation entre les loups et les humains.

Pour accompagner ce processus, un Réseau loup est proposé comme cadre de gestion et de collaboration. Cette structure s'inspire de l'expérience française et se base sur des recommandations d'experts et d'agents de terrain. Elle est conçue comme un outil de gestion du risque. Le réseau rassemble des experts et des agents de l'administration, des scientifiques, des membres d'associations naturalistes, et des représentants du monde de la chasse et de l'élevage. Il œuvre à la production de connaissances objectivées sur les loups présents sur le territoire wallon. Cette connaissance est partagée à travers une communication rassurante destinée au « grand public ». Enfin, le Réseau loup est conçu comme un lieu de dialogue et de débat entre des acteurs défendant des positions différentes – si non opposées – susceptibles de voir émerger des tensions.

Cet article explore les relations qui se nouent ou se révèlent à l'occasion de l'arrivée du Loup en Région wallonne, sous l'angle des compétences qui lui sont attribuées, ainsi qu'aux humains, dans la stratégie d'anticipation soutenue par l'administration. Comment le territoire et ses acteurs se préparent-ils? Et, en retour, à quels « élargissements des répertoires » (Despret 2006) les invitent les loups à travers les apprentissages et les ajustements qui déplient la complexité des compétences du « devenir ensemble » (Haraway 2008)? Comment un tel « devenir ensemble » situé, incarné, contingent, peut-il inspirer la gestion et l'organisation collective face à un impératif d'anticipation inscrit dans le paradigme du risque?

L'analyse proposée repose sur des données collectées dans les manifestations de la gestion du « devenir ensemble ». Le défi épistémologique et méthodologique de cette démarche n'est pas tant de revendiquer une place dans les débats ou d'en développer le volet « social » que de prendre au sérieux l'enjeu de la compréhension des « futurs de la nature » en cours d'avènement (Granjou 2015). Il s'agit de décrire et comprendre la capacité du Loup à susciter des discussions sur les conditions de sa présence et sur les modalités de sa gestion actuelle en vue d'un futur imprévisible. À l'instar des pratiques de suivi du Loup par les scientifiques de sciences, dites « dures », les chercheurs en sciences sociales qui analysent ces futurs déjà à l'œuvre suivent les traces et les associations des acteurs qui préparent la coexistence. Notre analyse socio-anthropologique de l'arrivée du Loup en Belgique, plus que de reposer sur une ethnographie de l'animal, s'appuie sur le pistage de ses pratiques d'instauration (Souriau 2009).

Les logiques de prévision d'une situation de coexistence par les acteurs rencontrés se manifestent à travers des dispositifs, des discours des acteurs de la gestion, des débats publics et par des récits d'experts et d'acteurs de terrain⁷. Ces manifestations sont révélatrices des relations envisagées par les gestionnaires entre les acteurs du territoire et les loups, autant que des relations entre ces acteurs eux-mêmes. Quels éléments pris en compte par les porte-paroles du Loup fondent la coexistence telle qu'elle est anticipée? Que prétend-on savoir des loups ou ignorer d'eux? Comment affectent-ils les projets des humains et sont-ils affectés par eux (Despret 2006)?

La première partie de cet article est consacrée au Réseau loup sous l'angle des connaissances, des expériences et des récits valorisés en son sein. Nous décrivons son émergence; puis, présentons ses trois missions principales : la production de connaissances objectivées des loups sur le territoire, la communication des informations destinées au « grand public » et la création d'un espace de concertation entre les acteurs concernés. Dans la deuxième partie, nous développons l'hypothèse qu'une série d'*a priori* sur les peurs et les croyances supposées du « grand public » constitue un « arrière-plan normatif » (Popa et al. 2015) d'un Réseau loup inscrit dans une perspective de risque qui valorise les connaissances et les compétences expertes. Enfin, la troisième partie se concentre sur la négociation de la coexistence au sein du partenariat entre les acteurs du Réseau loup. Ils défendent des intérêts et des projets variés, voire divergents. Nous questionnons la valorisation de la multiplicité qu'ils

représentent. Ces trois facettes de la gestion dévoilent des tensions entre les compétences attribuées ou non au Loup et à l'Humain, ainsi que la manière dont ces tensions façonnent des mondes possibles pour un « devenir ensemble ».

Un Réseau loup pour anticiper et accompagner son retour

Genèse du Réseau partenarial

Lorsque la responsable de la cellule faune sauvage du Département de l'étude du milieu naturel et agricole (DEMNA) de l'administration de la Région wallonne (Service public de Wallonie) raconte l'arrivée du Loup, c'est par « une scène de crime » qu'elle l'entame. Elle décrit une interpellation, datant de 2016, à propos d'une potentielle « attaque de loup ». Suite à cette alerte, l'administration décide de former cinq experts⁸ aux techniques de suivi des loups auprès d'un spécialiste de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS), en France. Si l'expérience française fait référence en termes de méthodes de suivi des populations lupines, elle est critiquée pour ses manquements en matière de gestion et de communication (Doré 2011). Lors de leur formation, les experts wallons sont avertis de l'importance de préparer le retour du Loup pour éviter les tensions qui caractérisent encore sa gestion en France. L'anticipation de la coexistence, inspirée d'une expérience marquée par les conflits, se pose en termes de gestion anticipative des risques.

C'est pourquoi, en 2017, un réseau plurisectoriel d'observateurs se voit attribuer par la Région wallonne une triple mission – le suivi, la communication et la concertation – ; sans que la présence du prédateur ne soit encore établie⁹. Piloté par le DEMNA, le Réseau loup fédère une dizaine de structures : des agents du Département de la nature et des forêts (DNF), trois membres mandatés par le Royal Saint-Hubert Club (la plus importante association de chasse en Belgique), des membres de la Plateforme grands prédateurs (consortium d'associations naturalistes), des représentants de la SoCoPro Ovins-Caprins (association d'appui au Collège des Producteurs), des scientifiques de l'Université de Liège (biologistes du Laboratoire de zoogéographie, vétérinaires du Réseau de suivi sanitaire de la faune sauvage et du Service de pathologies spéciales et autopsies, le laboratoire de génétique de conservation GeCoLab) et des membres de l'association sans but lucratif Forêt wallonne pour le volet communication.

Les trois ambitions du Réseau

Historiquement, les préoccupations pour la protection de la nature en Belgique se sont d'abord appuyées sur des justifications esthétiques et patrimoniales, puis sur les revendications des naturalistes, avant que les experts des sciences naturelles deviennent avec eux les principaux dépositaires de ces questions à partir du milieu du XX^e siècle (Mormont 1984). Depuis lors, la gestion de la nature s'est institutionnalisée et professionnalisée sur un modèle naturaliste et expert, jusqu'à ce que l'avènement du développement durable impose aux gestionnaires d'être à la fois experts et médiateurs (Granjou et al. 2010). Les experts belges du Loup, qu'ils travaillent pour une université, pour l'administration ou dans le milieu naturaliste se revendiquent comme des « porte-paroles » dans les deux acceptions du terme (Despret et Porcher 2003). Acteurs du suivi de la nature dans l'administration et proches des milieux scientifiques, ils « parlent pour » elle et sont habilités à énoncer des « vérités » en son nom. Mais la plupart de ces acteurs sont engagés et mus par sa préservation, ils « parlent en sa faveur », prenant son parti. Or, ces experts engagés doivent se muer en médiateurs. Leurs compétences sont en tension entre quatre dimensions difficiles à articuler sans frictions : « produire des connaissances » sur la nature, « prendre soin » d'elle, imaginer un « vivre avec » qui implique d'autres vivants dont des humains et leur « rendre des compte » (Denayer et al. 2016).

Suivre et produire des connaissances valides sur les loups

Les données relatives à la présence de loups sur le territoire wallon se construisent au fil d'une enquête minutieuse à partir d'indices laissés par les animaux¹⁰. Le parcours d'une donnée suit une procédure standardisée calquée sur celles de l'ONCFS. À partir d'observations visuelles d'un loup supposé, de carcasses d'animaux domestiques victimes de déprédation ou d'indices de présence (cadavre d'un loup, excréments, poils, empreintes, urine, sang...), une « alerte loup » peut être lancée de deux manières, soit en ligne via un formulaire, soit via ce qui est qualifié de « réseautage » : une personne trouve un indice et appelle un agent local ou un membre d'un réseau naturaliste qui fait remonter l'information. En fonction de la nature de l'information, un expert mène une enquête afin de vérifier sa valeur et sa conformité et d'établir un diagnostic. Il contacte la personne qui a signalé l'indice, collecte la trace et introduit ses conclusions dans un formulaire. Le DEMNA transmet les indices et les informations aux laboratoires scientifiques en vue de

les analyser. Le diagnostic posé ensuite est transmis à trois « super-experts » qui donnent ou non leur validation. Ces « super-experts » –un naturaliste, un chercheur et un expert de l'administration– établissent la conclusion finale en attribuant un statut parmi les catégories : « Loup certain », « Loup non exclu », « Indéterminé », « Loup exclu ».

Si le protocole semble conçu pour assurer à la fois un contrôle de l'information et une implication du public, certains points de détails peuvent amener des biais ou tensions. Les cas sont renseignés par vagues, avec une corrélation entre les articles qui paraissent dans la presse et le nombre d'observations : « À chaque fois qu'on parle du Loup, les gens en voient dans leur jardin », explique une experte de l'administration. L'alerte est activée en moyenne trois fois par semaine mais peut l'être jusqu'à dix fois. Chaque témoignage est pris au sérieux en raison du caractère imprévisible du Loup. « La mission du Réseau loup est d'objectiver et parler d'une seule voix car le sujet est hyper passionnel. Notre ambition est d'éteindre les rumeurs et pour cela on a besoin d'une information « validée, afin d'éviter de communiquer avec son ressenti », explique une responsable du DEMNA.

La participation du public à la production de connaissances sur les loups est de l'ordre d'une consultation par le rôle fonctionnel prédéterminé et imposé du citoyen (Conrad et Hilchey 2011). Les participants ne sont pas consultés sur les méthodes, leur identité n'est pas toujours connue des experts et ils bénéficient de peu de reconnaissance pour leur contribution. Enfin, aucun suivi ne leur est dédié spécifiquement sur l'utilisation des données qu'ils ont pourtant contribué à produire.

Communiquer pour rassurer le public

Une fois le processus de validation de l'indice de présence achevé, les responsables de l'administration publique autorisent, ou non, sa diffusion selon les modalités prévues dans une charte qui lie les membres du Réseau (Goethals 2017).

Si l'accord est donné, l'information est communiquée publiquement, sur Internet ou dans les médias. Sur le site, un tableau indique les résultats des analyses d'indices. On compte 259 signalements depuis mai 2017¹¹ alors qu'un seul loup semble s'être installé sur le territoire wallon. Pour chaque signalement, la date, la province, la localité, le type d'indice, le diagnostic et une explication synthétique sur la preuve génétique ou sur l'hypothèse privilégiée sont renseignés. La politique est de ne pas donner l'emplacement exact des loups localisés mais une indication générale. La première explication de ce choix

repose sur la grande mobilité du Loup et le caractère éphémère de la localisation. La seconde explication laisse apparaître d'autres enjeux qui touchent aux relations entre les acteurs :

On a pris le parti de dire « Hautes Fagnes » pour le grand public comme ça, on n'a pas des cars de naturalistes qui débarquent. Mais au DEMNA, on a décidé que le DNF était d'office informé si on retrouvait un excrément de loup, ainsi que l'adjudicateur de chasse comme ça, le chasseur ne se dit pas « on nous cache des choses » et il y a une transparence totale[.]

déclare une chercheuse du DEMNA.

La communication adressée au « grand public » est présentée comme un enjeu central mais est pensée comme un transfert d'informations dans une logique de sensibilisation et d'information afin de déconstruire la supposée peur irrationnelle des citoyens face au Loup. Cette peur irrationnelle serait exclusivement le fait d'un manque de connaissance et constituerait une menace (Arquembourg 2017). Les actions de communication sont conçues selon un schéma classique qui repose sur un rapport unilatéral, du Réseau vers les citoyens. À travers ce dispositif, les craintes des citoyens envers le Loup ne sont pas considérées.

Débattre et négocier pour anticiper les conflits ?

La concertation partenariale à l'œuvre au sein du Réseau loup, si elle s'inspire de l'expérience française, se déploie dans des « réalités situées », c'est-à-dire dans les pratiques des différents partenaires sur le territoire concerné : chasseurs, éleveurs, naturalistes wallons, etc. Leurs expériences et leurs connaissances spécifiques constituent les ressources et les contraintes qui structurent la communauté qu'ils ambitionnent de former. Le rapport des chasseurs au Loup n'est pas univoque : en fonction des lieux et des pratiques de chasse, le Loup peut tantôt être considéré comme un concurrent, tantôt comme un allié (Boudart 2018). Sur le territoire belge, la chasse, dite « éthique », compatible avec la présence d'un « Loup-allié » reste une modalité largement minoritaire¹². Ainsi, un chasseur explique que les membres du Royal Club Saint-Hubert (qui est représenté par trois personnes dans le Réseau loup) sont dans leur majorité des chasseurs de « gros gibier », pratiquant « à cors et à cris » une chasse qui implique des pratiques de nourrissage et de conservatisme des animaux, et qui instaure le Loup comme un concurrent.

Les éleveurs ovins sont rares en Belgique. Ils y développent de petites exploitations, proches des villages. La plupart des modèles de protection des troupeaux

face aux prédateurs ont été développés en estive et la situation des éleveurs belges est peu compatible avec l'usage de chiens de protection. Le travail de ces éleveurs représente une part anecdotique de la production animale comparativement à l'élevage bovin. Cependant, il est reconnu et valorisé dans les milieux naturalistes comme outil efficace d'entretien des milieux ouverts, au sein des réserves naturelles où le Loup est susceptible d'attaquer prioritairement. Loin du mythe de la coexistence « win-win » qu'elle prône, cette réalité met les associations de protection de la nature dans une position paradoxale : prendre parti pour « leurs » loups et pour « leurs » éleveurs. Or, sur quels critères privilégier les intérêts de l'un ou de l'autre ?

Le Réseau loup va se réunir pour construire une approche prospective. Cette réunion permettra de comprendre les attentes, les freins, les angoisses les problèmes auxquels on risque d'être confrontés pour trouver un consensus dans le plan de gestion. L'idée est de travailler en amont avec tous les acteurs pour anticiper. Le plan de gestion doit par ailleurs être évolutif car il faudra l'ajuster en fonction des types d'implantation et du nombre de meutes qui s'installent. La volonté du DEMNA est d'avoir un plan prospectif jusqu'en 2040 mais qui soit évolutif, souple et adaptable. La démarche s'inscrit dans un souci d'une approche « scientifique, transparente et cohérente tout en optimisant les compétences wallonnes »[.]

affirme un agent du DEMNA.

« Faire Réseau » implique-t-il de travailler de manière consensuelle ? La multiplicité des intérêts représentés au sein du Réseau demande une articulation pour que les spécificités et les intérêts défendus par chaque catégorie d'acteurs soient respectés. Une grande part de la stratégie de communication vise à « rassurer » autant les acteurs concernés que le « grand public » sur le fait que la situation est maîtrisée et non risquée. Pourtant, des débats au sein du Réseau naissent à partir de la communication d'une donnée validée. Suite à la diffusion d'une photographie captée par un piège photographique dans les Hautes Fagnes, certains acteurs ont soulevé l'intérêt de développer des structures d'accueil touristique, tandis que d'autres, comme les chasseurs, craignent un dérangement du gibier et un bouleversement des usages de la forêt. Des naturalistes estiment que la diffusion pure et simple des photographies ne rend pas suffisamment compte des compétences fines et spécifiques en jeu dans le pistage d'un animal aussi rare et discret. Ils réclament un meilleur filtrage des informations dans une logique de protection de leurs compétences et de

leurs terrains d'observation. Ce point montre que la production d'une donnée objective et validée n'est pas l'unique enjeu mais que des débats peuvent naître entre les acteurs autour de la diffusion de cette information et de ses implications.

Une gestion anticipative des risques

Peurs versus savoirs

La stratégie de gestion par anticipation fait émerger de multiples « opérateurs de mise en risque » (Borraz 2008) tels que le dispositif du système d'« alerte loup » en ligne ou encore la rhétorique de menace mobilisée par les gestionnaires : « scène de crime », « attaque de loup », etc. L'administration mobilise les registres du risque et de la peur, alors qu'elle affirme vouloir rassurer les acteurs concernés et les citoyens sur la dangerosité de la présence du loup.

Comme déjà évoqué, les citoyens sont généralement présentés par les gestionnaires et les membres des associations naturalistes comme étant porteurs et transmetteurs d'un « imaginaire collectif » caractérisé par une peur ancestrale du prédateur (Moriceau 2014 ; Pastoureau 2018). La représentation du Loup entretenue par le Citoyen est source de craintes pour les gestionnaires. Selon leur interprétation, le « Citoyen », par méconnaissance, véhicule une image caricaturale du Loup alimentée par les représentations populaires issues des mythes ou des contes : cette image est tantôt trop négative (le grand méchant Loup), tantôt naïve (Croc blanc).

La peur est à mettre au registre des émotions, des pulsions irrationnelles, de l'ignorance, bref, de tout ce qui appartient à l'état préscientifique du monde. [...] sans la peur il n'y a pas de perception du risque, que c'est elle qui donne son impulsion à la fois à la démarche de connaissance et à la démarche de prévention. (Decrop 1997, 93)

La gestion technique maîtrisée par un groupe restreint d'experts permet aux autorités de fournir des arguments rationnels et quantitatifs, supposés irréfutables et rassurants, attestant du faible nombre d'attaques recensées (Linell et al. 2002) ou dans un registre plus qualitatif, des descriptions montrant que le Loup se tient à distance de l'humain qu'il craint¹³.

Selon une responsable du Réseau, grâce au protocole du Réseau loup, face aux chasseurs qui craignent pour leur gibier : « on peut ainsi prouver aux chasseurs qu'il n'y a qu'un loup ». À l'inverse, dans d'autres situations, il peut s'agir de prouver aux éleveurs que les loups ont une appétence particulière pour le gibier et que les troupeaux sont peu exposés. Ce modèle de gestion visant

à éradiquer les peurs et les risques est fréquent dans le chef des administrations et s'accompagne pratiquement toujours d'un projet de développement de la science et de la rationalité technique (Bréda 2017; Decrop 1997). Le suivi des loups par le Réseau se déploie comme une tentative pour que l'animal s'exprime dans sa matérialité et ne soit pas confondu avec la construction sociale de l'animal (York et Longo 2017). Dans le cas contraire, ces acteurs risquent de propager des rumeurs, de communiquer « avec leur ressenti » sur un sujet « passionnel ».

« Prévenir du risque, c'est anticiper », explique Roseline Beudels-Jamar (2018), chercheuse en biologie de la conservation (ISNB) et présidente du WWF Belgique. Il faut un plan de gestion avec des objectifs et un plan de gestion, c'est anticiper des situations, prévoir des actions pour un futur souhaitable, dans une approche prospective (Fichet 2018). Au-delà du suivi, des mesures ont déjà été adaptées à la présence de loups dans une perspective de précautions à prendre, en cas d'attaques provoquant des dégâts sur les élevages. La loi sur la conservation de la nature a été adaptée pour prévoir l'indemnisation des professionnels de l'élevage en cas de dommages subis par des loups. Il s'agit bien d'une action d'anticipation dans le sens où elle prépare une menace.

Cette gestion des peurs liées au retour du Loup véhicule l'image ambivalente d'une gestion qui vise à rassurer, tout en donnant l'impression de minimiser les risques sur lesquels elle se fonde et qu'elle renforce. L'autorité de la science en termes de production de connaissances est ainsi convoquée afin de rendre irréfutable le mode de gestion.

Loup, y es-tu ?

Le modèle de gestion anticipative par le risque, en vue d'éradiquer les peurs, se dévoile véritablement à travers les stratégies de recours à l'autorité d'une science objective, neutre et rationnelle. L'anticipation par la préparation à une menace devient une occasion de produire un savoir (Keck 2018; Lakoff 2017). Combien sont-ils ? De quoi sont-ils capables ? L'idée selon laquelle la connaissance experte est un préalable à la gestion de la nature est largement partagée au sein du réseau (Licoppe et al. 2017). Le suivi vise à objectiver ses incursions sur le territoire, ses déplacements et son comportement. Il s'agit d'attribuer des compétences stables au Loup en tant qu'espèce, tout en documentant le comportement des loups présents sur le territoire. Les compétences naturalistes (suivi et identification d'espèces locales, y compris dans leur trajectoire en tant que population) et

scientifiques (design et mise en œuvre de protocoles de production de connaissances scientifiquement validés) sont mobilisées pour anticiper l'action et la gestion.

Le rapport de cause à effet entre la connaissance scientifique et la gestion du vivant a déjà été remis en cause. Les connaissances scientifiques débouchent rarement de manière directe sur des propositions de gestion et de nombreuses initiatives de gestion sont prises sans reposer sur des connaissances scientifiquement validées (Arpin et al. 2014). Il est récurrent que les experts prônent la nécessité de réaliser plus d'études avant d'intervenir, tandis que des mesures parfois radicales sont prises dans l'incertitude au nom, par exemple, du principe de précaution. Le lien entre connaissance experte et gestion du vivant est, par ailleurs, instauré et maintenu grâce à la collaboration active et intéressée des chercheurs et des gestionnaires (Granjou et al. 2014). Ces partenariats sont assumés, souvent fondés sur des valeurs partagées. Certaines connaissances produites par des chercheurs sur des cas suspectés d'attaques d'humains par des loups¹⁴ sont gardées volontairement à la marge des débats d'experts dédiés au retour du prédateur. Pourtant, la trajectoire de la gestion des loups français a démontré que le « manque de prudence » tout autant que la réticence des experts à exprimer leurs doutes et leurs hésitations, entretiennent la méfiance des autres parties-prenantes (Mauz et Granjou 2005). Les soupçons sont alimentés par le fait que les animaux protégés, lorsqu'ils sont suivis par les porte-paroles de la nature, le sont en partie pour alimenter la définition d'un nouvel animal mythique qui ne serait plus le Loup diabolisé et détruit par le passé, mais un Loup idéal à protéger au nom de sa naturalité. La tentation des naturalistes est de partager une forme de normativité enracinée dans la nature : « l'animal y devient non seulement porteur d'une histoire (qui est la nôtre) mais aussi de valeurs qui, parce qu'elles émergent de la nature, acquièrent une force et une légitimité inégalées. » (Despret 2006, 214).

Pourtant, les comportements problématiques, surtout s'ils sont surprenants, sont à prendre en compte pour penser le « devenir ensemble ». Ils éprouvent la capacité du collectif à gérer l'imprévisible face à un animal caractérisé par son adaptabilité. En effet, étant donné les résultats du suivi et plus largement les connaissances produites sur les loups, la question « de quoi sont-ils capables ? » met les experts et les gestionnaires dans l'embarras. Il est difficile – si pas impossible – d'y répondre avec la précision attendue, même en se limitant aux individus les mieux suivis (par exemple, ceux qui sont équipés de colliers émetteurs). Le suivi, lorsqu'il est rendu possible avec la précision souhaitée consiste

à retracer *a posteriori* la trajectoire de ces animaux¹⁵. S'agit-il de mieux connaître le Loup pour mieux anticiper la coexistence avec lui? Probablement, mais pas en interprétant cette question comme un appel à la production de plus de connaissances générales et abstraites. À l'inverse, le retour du Loup dévoile un potentiel de production de connaissances beaucoup plus vaste sur des loups et des humains dans un territoire de savoirs et de pratiques : qui sont les éleveurs? Comment envisagent-ils la coexistence à venir? De quoi ont-ils besoin et qu'est-ce qui compte pour eux? Ces connaissances ne sont ni intemporelles, ni universelles et se révèlent difficilement généralisables. De ce fait, elles sont sous-valorisées, et même parfois mises en doute. Pourtant, elles sont pertinentes et particulièrement utiles dans une situation spécifique.

Loup, un partenaire de coexistence incompétent

Sur les territoires nouvellement conquis en Europe occidentale, le Loup est annoncé par les associations naturalistes comme un symbole de ré-ensauvagement. Ce « retour du sauvage dans l'anthropocène » (Drenthen 2015) survient sur des territoires anthropisés qui présentent peu de corridors de dispersion et de réseaux écologiques fonctionnels. Les loups, à l'instar d'autres animaux, dits « sauvages », empruntent alors de nuit la « trame grise » constituée par les infrastructures dédiées à la mobilité humaine (Mech et Boitani 2003; Zimmermann et al. 2014). Le Loup déploie également sa plasticité en plein jour : les attaques diurnes sont plus fréquentes, en partie, du fait de l'amélioration de la protection des troupeaux la nuit. Les comportements dits de « déprédation », pour désigner les dégâts et les prélèvements aux troupeaux domestiques, en vue de se nourrir mais pas uniquement, sont la cible d'études spécifiques. Il s'agit d'objectiver le comportement du Loup face à la clôture (Hazette 2018) et plus largement face au troupeau protégé.

Le projet CanOvis, développé par l'Institut pour la connaissance et l'amélioration de la protection des troupeaux (IPRA) en Suisse, présente la caractéristique innovante d'étudier non pas un Loup « naturel » (en dehors de toute interaction anthropique) mais bien des loups en relation au « système pastoral protégé » (Landry 2018). Les éthologues du projet ont pu démontrer qu'ils déploient des stratégies de chasse qui varient en fonction de leur stade de vie et de leur tempérament, parfois même d'un jour à l'autre (Landry 2014). La compétence même de « carnivore » est devenue trop générale pour anticiper les situations auxquelles le retour de Loup est susceptible de confronter les humains.

Il s'avère capable, en fonction des lieux et de stratégies qui lui sont propres, de dévorer aussi bien les représentants d'une espèce protégée (comme le bouquetin ou le chamois), des animaux réputés domestiques (animaux d'élevage), du gibier (sanglier, chevreuil, etc.) ou les représentants d'une espèce exotique envahissante (Mech et Boitani 2003). Et il profite à l'occasion d'une grande diversité de déchets laissés à sa disposition dans l'environnement (Ibid.). Le Loup s'adapte et résiste ainsi à la production de vérités générales à son sujet, il échappe à toutes les tentatives de mise à proximité et de mise à distance (Doré 2011) et de ce fait, il met à mal les solutions « clé-en-main » qui visent à prémunir les humains des dégâts dont il est capable.

Fédérées depuis peu en Belgique au sein d'une plate-forme « Grands Prédateurs » afin d'unifier leurs prises de position, les associations naturalistes défendent pourtant un Loup avec un grand « L ». Il est dépeint de manière homogène dans leur communication vis-à-vis du grand public. Il évolue « sans lieu » : partout où on le croise, il est le même et seules les représentations dont il fait l'objet évoluent. Ce Loup manifesterait des compétences stables dans le temps que les experts parviennent progressivement à décrypter. Cette stabilité est inscrite dans un patrimoine génétique dont l'évolution « naturelle » ne doit être infléchi par les artefacts que constituent les relations inter-espèces : en particulier, les interactions avec l'humain. Ces protecteurs du Loup inscrivent sur un même *continuum* du non-souhaitable le fait que, spontanément, des loups peuvent pratiquer l'hybridation avec des chiens ou que des pratiques d'élevage visent à produire des hybrides chiens-loups. Les compétences attribuées à ce Loup « animal-type » sont extraites des situations concrètes dans lesquelles elles se déploient, détachées des incertitudes et des relations singulières qui accompagnent son retour sur un territoire.

Tout ceci pose la question de l'habileté des loups à se conformer à un projet de coexistence. Le suivi expert du Réseau loup révèle des compétences lupines situées, distribuées, et ancrées dans des relations à envisager à l'échelle des individus et plus uniquement à celle d'une meute ou d'une population. Les acteurs du Réseau, tout en revendiquant une légitimité fondée sur l'objectivité experte, résistent à résumer les loups à des caractéristiques générales, au risque de soulever une nouvelle fois le caractère ambigu de leur projet. Le fait que seulement trois individus (un seul en Région wallonne) peuplent le territoire belge dans les premiers temps de la recolonisation autorise un suivi rapproché et permet aux experts de se concentrer sur la trajectoire de vie de Naya, d'August

et du « loup des Hautes Fagnes ». Pour tous les acteurs de ce dossier, le « Loup-espèce » comme seul repère pour penser la coexistence constitue de plus en plus clairement un « mythe rationnel » (Hatchuel 1998).

Quelles compétences humaines et lupines mettre en réseau ?

Sur le terrain, les compétences supposées demandent à être déployées par des personnalités humaines et non-humaines, des individus loups et humains intentionnés, dans des relations concrètes (Denayer 2013). Elles se dévoilent dans les tensions entre les efforts de conservation et la reconnaissance des compétences adaptatives du Loup mais également, entre une posture scientifique et un engagement politique (Boyd 2005). Dans le discours de l'administration, la gestion vise à « rassurer », tout en évitant de donner une place au débat sur les « peurs », mais en admettant qu'une maîtrise totale des loups est impossible et peu souhaitable. L'ambition de développer des dispositifs innovants de concertation peine à s'émanciper d'une conception, en termes d'information et de sensibilisation. L'impératif de scientificité qui guide les spécialistes de l'administration entretient des tensions entre des régimes de savoirs différents sur les compétences lupines et alimente les dualismes entre savoirs et croyances qui imposent une asymétrie forte entre des attachements aux loups qui coexistent pourtant, au sein du collectif multi-acteurs et au-delà. Or, pour permettre de développer de nouvelles relations créatives et inédites, une réelle participation implique d'articuler trois dimensions : prendre part, contribuer et bénéficier (Zask 2011). Les autres formes d'expertises, de savoirs ou de relations aux loups pourraient se révéler pertinentes, à condition d'accepter pour les spécialistes de pratiquer une science réflexive (Popa et al. 2015), de partager leur savoir, leurs hésitations et de se laisser transformer par un processus d'« élaboration cognitive » commune (Decrop 1997).

De la production d'une donnée « vraie » à une communauté de connaissances et de pratiques

Quel type de suivi et de Réseau loup pour accompagner un « devenir ensemble » qui admette la multiplicité des relations ? Historiquement, en matière de gestion du vivant, les pêcheurs, puis les chasseurs ont toujours été aux côtés des naturalistes pour les assister dans leurs tâches, puisque leurs propres pratiques impliquent des connaissances fines des animaux et du territoire. Alors que les experts mettent au point des méthodes et des dispositifs de collecte et d'analyse de plus en plus

sophistiqués, ils continuent de compter sur des informations qui leurs sont apportées par des « amateurs » (Gura 2013). Ces connaissances, pourtant indispensables, posent question (Gosselin et al. 2010) : sont-elles suffisamment solides et objectives ? Les partenariats aujourd'hui initiés sont limités à la recherche d'un consensus sur les bonnes techniques, ou encore, le bon usage des données produites et leur communication adéquate. Les acteurs du Réseau font état de débats sur l'usage des photos de loups. Les naturalistes qui parviennent à photographier le prédateur réclament que soient reconnues leurs compétences spécifiques et, parfois, que les clichés ne circulent qu'entre les acteurs pouvant revendiquer de telles compétences. À ces prises de position s'opposent d'autres membres du Réseau qui plaident pour la transparence et le partage des informations. De tels débats sont révélateurs des hésitations et des arbitrages qui sont à l'œuvre au sein même d'un réseau qui incarne à son échelle les négociations à venir, dans un système de coexistence élargi. Si ces débats faisaient l'objet d'une démarche d'apprentissage, ils inscriraient potentiellement le Réseau loup comme une « communauté de pratiques » (Wenger 1998), c'est-à-dire un lieu d'expérimentation des modes de relations et d'arbitrages transformatifs. À travers leurs interactions, les membres du collectif partagent des connaissances, des expériences et des hésitations. Leur collaboration et leur négociation autour du sens de leur pratique commune aboutit à ce que Wenger nomme l'« apprentissage social » : la construction d'un répertoire et de pratiques innovantes partagées, l'engagement mutuel dans une entreprise commune (Ibid.).

Un dialogue sur la symétrie des peurs du et autour du Loup

L'un des objectifs de la construction partenariale du Réseau loup est de « parler d'une seule voix », de négocier la communication des résultats du suivi entre représentants d'intérêts variés. Alors que certains aspects du travail du Réseau font l'objet d'une communication formelle et d'une mise en visibilité poussée, d'autres ne sont jamais communiqués, ou si peu. Anecdotes de terrain, tensions et débats entre partenaires, doutes et surprises quant aux habiletés lupines ne font pas partie des informations jugées pertinentes à mobiliser dans la communication officielle et celle destinée au grand public. Communiquer de manière transparente ne signifie pas pour autant travailler tout haut (Perrenoud 2001). La transparence est toujours fonction des degrés d'opacité qui l'accompagnent (Mahé 2005). Traduire sans être transparent, ce n'est pas se montrer défaillant mais bien compétent, même si « rendre compte » fait courir

le risque de produire des messages différents et parfois contradictoires.

Par ailleurs, le mode de communication, ainsi que le type d'informations diffusées, nous renseignent sur les peurs et les préjugés des milieux experts et administratifs dans leurs relations à ce qu'ils nomment le « grand public ». De leur point de vue, diffuser une information trop précise engendre le risque du braconnage ou du développement soudain d'un tourisme de masse qui viendrait perturber les loups ou la faune locale, voire la perspective d'une « biodiversité authentique » dont un « vrai loup » ferait partie. La peur n'est pas le monopole du citoyen, de même que les doutes et les attachements sensibles. Les gestionnaires et les défenseurs du loup ont des craintes apparemment incompatibles avec les cadres de la gestion, alors que le véritable défi est de leur trouver une place. « [...] appréhender les risques, c'est tout à la fois les craindre et s'en saisir, c'est-à-dire au fond les apprivoiser et non pas les éradiquer. » (Decrop 1997, 92). Plus que la recherche d'un improbable consensus figé dans le temps et portant sur des procédures, l'enjeu de la création d'un espace pluridisciplinaire, voire transdisciplinaire, est l'instauration d'une relation symétrique entre les acteurs, d'un dialogue sur les craintes, mais aussi sur les intérêts, les doutes et les attachements des différents acteurs.

Le « potentiel transformatif » du partenariat : prendre parti pour des loups et des humains ?

La recherche de symétrie dans la prise en considération des différents modes de relation aux loups est particulièrement mise en tension lorsqu'il s'agit d'aborder la question des valeurs qui fondent la coexistence souhaitée. La relation de protection reste un cadre normatif structurant et indiscutable pour la plupart des naturalistes. Elle repose pourtant sur des valeurs singulières dont il serait pertinent de débattre.

La protection implique [...] une domination non réversible de celui qui l'exerce sur celui qui en bénéficie. [...] même lorsqu'il y a intérêt réciproque, la relation demeure inégalitaire car elle est toujours fondée sur le fait que l'offre d'assistance et de sécurité par quoi elle se manifeste revient à l'initiative de celui qui est en mesure de l'accorder. (Descola 2005, 445-446)

Lorsque des voix s'élèvent dans l'administration pour prendre au sérieux l'idée que la télémétrie peut être un outil de gestion à plusieurs titres et suggérer l'usage de colliers électrifiés pour dissuader les loups de s'approcher des troupeaux, la proposition est jugée hors-cadre. Les valeurs que défendent les protecteurs

du loup sont incompatibles avec la remise en cause d'un statut de protection strict qui laisse peu de place au déploiement d'une communauté territoriale capable de s'approprier le retour du loup. Elle exclut une relation de réciprocité au loup pourtant vraisemblable dans la perspective d'une cohabitation avec un tel prédateur. Des exemples de relations réciproques –c'est-à-dire, admettant des pertes et des gains de part et d'autre, et une forme d'action possible des humains face aux carnivores avec lesquels ils doivent coexister– sont connus mais font l'objet d'une forme de méfiance due à leur incompatibilité avec tout projet fondé sur la protection stricte. Les travaux de Nicolas Lescureux (2007) sur la réciprocité des Kirghiz aux loups sont associées exclusivement à des communautés traditionnelles. De la même manière, les propositions de « régulation » des loups face au constat pragmatique de l'existence d'une forme de braconnage divisent fortement les scientifiques. Le « potentiel transformatif » du Réseau loup au sens d'un apprentissage et d'un engagement mutuel produisant une transformation dans la manière d'envisager les relations, est limité aujourd'hui sur cette question de la réciprocité.

Instaurer des loups dans des existences créatives

Plus la connaissance du comportement du loup s'enrichit, plus il se révèle imprévisible. Les scientifiques qui travaillent sur son comportement affrontent le paradoxe inhérent à la production des connaissances sur le vivant : si elle fait reculer l'incertitude, on ne sait jamais pour combien de temps (Haraway 2008). Les compétences lupines à prendre en compte se cristallisent non pas autour d'animaux qui reproduisent à l'identique des comportements-types indépendants de l'environnement humain, mais au contraire dans des registres relationnels et situés dans des trajectoires singulières. Au-delà des artefacts du suivi et de la gestion qui donnent un sentiment de maîtrise, il faut reconnaître l'existence autonome des loups et réouvrir à cette autonomie nos manières de les connaître et de les gérer (Granjou 2017). De récents travaux en éthologie démontrent que les loups ont un point de vue qui fonde l'existence de leur subjectivité (Kohn 2007). À leur manière, ils enquêtent sur les humains et apprennent à leur contact. Les sciences de l'homme comme celles de la nature doivent investiguer plus loin les transformations et apprentissages qui résultent des relations proches, multiples et nouvelles qui lient les humains aux animaux. Il s'agit d'élargir l'intérêt partagé des sociologues et des éthologues pour l'apprentissage social aux « possibilités d'ajustement pratique entre deux êtres au cours de leurs interactions » (Claidière et Guillo 2016, 385), lorsqu'elles impliquent

un humain et un animal. Celles-ci ne seraient alors plus considérées par les éthologues comme un artefact produit par l'intervention humaine et de ce fait, écartées des investigations. Et symétriquement, comme le proposent les partisans des « humanités environnementales », les sciences humaines et sociales doivent définitivement « abolir l'extériorité de la nature par rapport au social pour installer de nouvelles forces agissantes » (Blanc et al. 2017 cité dans Granjou 2017, 358), d'origine animale, au cœur des réflexions sur les modes d'organisations des humains. Tout apprentissage social, dans le chef de l'animal ou de l'humain implique une forme d'ajustement qui s'éprouve dans la relation.

Conclusion : des compétences humanimales pour passer de la coexistence au « devenir ensemble » ?

Les Loups font mentir toutes les formes de représentation et de généralisation : leur retour spontané est tellement plus et autre qu'un phénomène naturel, tandis que les mythes qui les accompagnent débordent largement le registre de la peur. De quelle « nature » est cette altérité qui chamboule nombre d'existences déjà instaurées ? Loin d'être un sauvage prédateur, le Loup en Belgique est d'abord une rumeur qui devient progressivement discours et débats. Ils nous parlent de Lui mais aussi et surtout des relations –préjugées, souhaitées, subies– à ce qu'il représente. Son retour, préparé de manière experte et gestionnaire, échappe aux connaissances établies et aux certitudes scientifiques, les éclaire sous un jour nouveau, les rapprochant de manière troublante des croyances qu'elles avaient la prétention de supplanter. Nous rappelant au passage ce que nos sociétés modernes cherchent souvent à évacuer ou disqualifier : le pouvoir symbolique immense de certains non-humains. Tandis que Loup n'est pas encore là, tous l'imaginent, en parlent, nouent des alliances et des conflits avec et par Lui.

L'anticipation à l'œuvre instaure un mode d'existence du Loup dans une perspective de risque pour l'Animal comme pour l'Humain. Un risque à objectiver sur base de l'hypothèse d'un Loup-espèce au comportement prévisible, que seuls les experts peuvent prétendre bien connaître et bien défendre. La protection envisagée suppose de séparer les humains des animaux, que certains seulement peuvent approcher avec les compétences requises. Ces partitions établies entre ceux qui ont accès à la « nature » et les autres (Latour 1989) tracent des frontières entre les mondes au lieu de les réunir (Mormont 2007). Autant de garde-fous qui laissent peu de place à l'instauration d'une co-existence potentiellement dynamique, multiple et créative entre loups et humains.

Ce Loup qui attire notre attention sur nos relations au vivant en nous et hors de nous (Morizot 2014) invite à admettre la symétrie des compétences humaines et animales dans leur caractère situé et relationnel. Ces compétences distribuées dans des relations mettent à mal une anticipation de crise et de maîtrise experte : que signifie « gérer », s'il n'est pas possible de définir une fois pour toutes les relations possibles et souhaitables entre les loups et les autres vivants ? L'action et la compétence sont des « accomplissements pratiques en situation » (Collard 2010) à saisir par le biais des attachements qui lient humains et non-humains dans des « communautés hybrides » (Lestel 1998) humanimales.

De nouvelles précautions sont à instaurer pour revendiquer un « devenir ensemble », qui passent par une forme de lâcher-prise de la part de l'administration et des associations. Il n'est ni possible d'anticiper ou de modéliser toutes les relations aux Loups à venir, ni envisageable à long terme de s'interposer entre chaque loup et l'ensemble des autres vivants susceptibles de croiser son chemin. La bonne question devient : comment se préparer collectivement à construire des réseaux d'acteurs humains et non-humains, capables de résister aux futurs dégâts, aux prochains débats et à l'imprévisible ? Quels doivent-être les contours et la composition de ce collectif ? Quelles compétences humaines et animales peuvent être mobilisées pour accompagner cette coexistence ?

Les partenariats tissés au sein du Réseau loup sont susceptibles d'aboutir à la production de connaissances situées et territorialisées sur des loups en relation sur le territoire belge mais également à des apprentissages mutuels entre les partenaires autour et à propos du Loup. Cet espace partenarial, à condition d'être le lieu d'un véritable travail transdisciplinaire et transformatif fondé sur le débat et la reconnaissance de compétences lupines et humaines intrinsèquement liées, représente une voie innovante en matière de concertation. Il s'agit de dépasser l'idée d'un Loup comme un bien commun naturel en soi, à protéger pour aller vers des loups pensés comme des acteurs à part entière d'un monde commun.

Si une relation de réciprocité au Loup n'est pas envisageable actuellement, c'est une réciprocité entre humains autour du Loup, qui est esquissée à travers le Réseau loup et les démarches de concertation prospectives qui y sont envisagées. Cette réciprocité passe par l'explicitation de la diversité des contributions possibles et pertinentes pour l'anticipation de la cohabitation et la nécessaire reconnaissance symétrique des termes généraux qui fondent les différentes relations au carnivore : chaque type de relation, de la plus experte à

la plus anecdotique, est ancré, incarné, fondé sur des expériences, des sensations et des connaissances mais également sur des valeurs et des croyances.

L'instauration d'une coexistence relève d'une transformation qui repose sur le décloisonnement et la créativité (Strivay 2018). Il s'agit pour tous, quelle que soit la discipline, de s'efforcer d'envisager des existences diverses possibles dont aucune n'est idéale ni forcément pérenne, non pour les décrire pour elles-mêmes, mais dans le but de comprendre leurs continuités ou leurs incompatibilités, de se pencher sur les sujets humains et animaux dans leurs manières de construire des collectifs et non plus comme des représentants de collectifs fermés et indépendants. Au même titre que les experts, les loups, les éleveurs et les chasseurs enquêtent par la recherche systématique d'indices pour se situer et agir dans le monde. Tous inventorient avec les outils à leur disposition leurs manières propres de différer de l'autre et donc d'exister « par l'autre », d'être « en tant qu'autre » (Latour 2015). Une pluralité d'approches est nécessaire pour décrypter et mettre en relation ces compétences d'enquête, qu'elles soient scientifiques, autrement humaines et/ou animales ou humanimales. Les existences qui en découlent s'en trouvent enrichies et diversifiées, d'autant plus qu'elles sont instaurées dans des relations toujours plus nombreuses et en transformation.

Dorothee Denayer, *Chercheuse, Université de Liège;*
d.denayer@uliege.be

Charlotte Bréda, *Chercheuse, Université de Liège,*
charlotte.breda@uliege.be

Remerciements

Nous remercions les co-organisateurs du colloque *Tant que le Loup n'y est pas...* qui s'est déroulé à Liège, en octobre 2018, ainsi que les participants à cet événement qui nous ont partagé leurs expériences et leurs expertises relatives au retour du Loup en Belgique. Puisse l'analyse que nous proposons les intéresser et alimenter notre cheminement vers une coexistence durable.

Notes

- 1 Dans l'article, nous évoquerons « le Loup » pour renvoyer à l'idée d'un « Loup-type » appréhendé comme représentant de son espèce. Nous parlons « du loup » ou « des loups » pour désigner l'individualité de chaque animal.
- 2 Il est notamment protégé par la Convention de Berne et la Directive « Habitats ».
- 3 Dans l'article, les acteurs de l'administration seront désignés par les termes « gestionnaires » ou « experts de l'administration ». Les acteurs issus d'associations défendant des intérêts spécifiques en matière de conservation

de la nature seront désignés par le terme « naturalistes ». Enfin, les chercheurs qui travaillent dans les universités seront désignés par le terme « scientifiques » ou « experts universitaires ». La clarification du statut des acteurs est rendue complexe par le fait que certains circulent entre ces différents mondes.

- 4 215,2 habitants au km² (source : IWEPS).
- 5 La Belgique est un territoire fédéré. Les compétences sont réparties entre l'État fédéral, trois Régions et trois Communautés. La compétence de gestion de la faune est régionalisée, c'est pourquoi nous aborderons exclusivement la situation du territoire wallon qui coordonne le Réseau loup.
- 6 Dans le cadre de cet article, l'administration wallonne est envisagée comme une organisation, c'est-à-dire qu'elle est composée d'individus concrets, porteurs de compétences et qu'elle occupe une position surplombante « qui s'impose à tous ceux qui ont à y intervenir... elle est la puissance qui organise le champ, au sens fort du mot organiser : elle en pose les limites, délivre les normes et impose les contraintes. » (Decrop 1997, 13-14).
- 7 Organisé à l'automne 2018, un colloque multidisciplinaire sur le retour du loup en Wallonie a rassemblé des scientifiques issus de différentes disciplines (biologistes de la conservation, anthropologues, géographes, etc.), des gestionnaires et des experts de l'administration, des représentants d'associations, des éleveurs et des citoyens (« Tant que le loup n'y est pas? Comment négocier l'arrivée du loup en Région wallonne? », colloque international, Université de Liège, les 9 et 10 octobre 2018). L'article repose sur des données collectées à cette occasion tant dans la préparation de cet événement que lors de son déroulement. Les données mobilisées ont également été collectées lors de rencontres en dehors de cet événement mais aussi lors de terrains et d'entretiens portant sur des thématiques proches (animaux controversés, gestion de la forêt en Wallonie ou gestion anticipative des risques environnementaux).
- 8 Il s'agit de deux personnes de l'administration et de trois chercheurs universitaires collaborateurs de la Région wallonne dans le cadre d'une convention.
- 9 Les indices relevés en 2016 n'ont été officiellement attribués à un loup qu'en 2018. La présence permanente d'un loup en Wallonie a été officialisée en juin 2018.
- 10 La première étape de cette enquête (pistage des animaux et recherche d'indices et de traces) n'est pas développée dans cet article. Nous notons, cependant, qu'elle relève de compétences spécifiques qui sont revendiquées par les acteurs qui la pratiquent.
- 11 En date du 29 mars 2019, une large majorité des signalements ont été classés « indéterminé », 79 cas « Loup exclu » et deux cas « Loup certain » (Source : www.reseauloup.be).
- 12 Les chasseurs qui la pratiquent s'engagent à respecter certaines règles telles que la « poussée silencieuse » pour ne pas effrayer le gibier ou encore, pour que l'animal soit tué en une seule balle tirée dans la tête ou dans le cou. Cette chasse restreindrait le nombre d'animaux tués et engendrerait une autre gestion du gibier.
- 13 Des contre-arguments basés sur des études scientifiques démontrent que les attaques des loups sur l'humain existent et cela est souvent dû à la grande capacité d'habituation du Loup. Certains auteurs vont jusqu'à soutenir l'idée que le Loup ne pourrait vivre sans l'homme (Mech et Boitani

2003). Diane K. Boyd a, par ailleurs, montré le dilemme éthique dans lequel les biologistes de la conservation sont pris entre les efforts menés pour la conservation du Loup et la reconnaissance de sa capacité d'adaptation (Boyd 2005).

14 Voir par exemple, Meuret (2011) et Garde et Meuret (2017).

15 La description du protocole de suivi des indices de loups renvoie à ce que Carlo Ginzburg appelle le « paradigme indiciaire » (Ginzburg 1980), c'est-à-dire à partir de traces, de signes, d'indices et des techniques d'investigation de type qualitatif sont mises en place. Cette association entre les méthodes de suivi des animaux et le paradigme indiciaire a été particulièrement bien décrite par Antoine Doré (2011) et Baptiste Morizot (2018).

Références

- Arpin, Isabelle, Arnaud Cosson, Dorothée Denayer, Jean-Claude Lefeuvre, et Serge Muller, 2014. « Les conseils scientifiques des institutions de conservation de la nature et de développement durable. Une approche par le vécu d'instances entre science et gestion ». In Alexandra Lisarou (dir.) *Sciences et biodiversité : Acteurs, enjeux, temporalités*, p. 17–37. Paris, L'Harmattan.
- Arquembourg, Jocelyne, 2017. « Pourquoi la peur des ours et des épidémies n'est-elle pas automatique ? Ce que Peirce apporte à l'analyse des peurs dans la constitution des problèmes publics ». *Cahiers de Recherche Sociologique*, 62 : 137–155. <https://doi.org/10.7202/1045617ar>
- Beudels-Jamar, Roseline, 2018. « Le retour des grands carnivores en Europe ». Conférence présentée au colloque « Tant que le loup n'y est pas? Comment négocier l'arrivée du loup en Région wallonne? ». 9 et 10 octobre 2018. Université de Liège.
- Blanc, Guillaume, Élise Demeulenaere, et Wolf Feuerhahn (dir.), 2017. *Humanités environnementales. Enquêtes et contre-enquêtes*. Paris, La Sorbonne.
- Borraz, Olivier, 2008. *Les politiques du risque*. Paris, Presses de Sciences Po.
- Bortolamiol, Sara, Richard Raymond, et Laurent Simon, 2017. « Territoires des humains et territoires des animaux : Éléments de réflexions pour une géographie animale ». *Annales de Géographie*, 716 (4) : 387–407. <https://doi.org/10.3917/ag.716.0387>
- Boudart, Jean-Louis, 2018. « Le retour du loup, une perspective du monde de la chasse ». Conférence présentée au colloque « Tant que le loup n'y est pas? Comment négocier l'arrivée du loup en Région wallonne? ». 9 et 10 octobre 2018. Université de Liège.
- Boyd, Diane K., 2005. « Wolf Habituation as a Conservation Conundrum ». In Martha J. Groom, Gary K. Meffe, et C. Ronald Carroll (dir.) *Principles of Conservation Biology*, Third Edition. Oxford, Sinauer Associates.
- Bréda, Charlotte, 2017. « Du sable dans les bottes ». *Coexistence et politiques des savoirs sur l'érosion du littoral au Québec*. Thèse de doctorat, Université catholique de Louvain.
- Claidière, Nicolas, et Dominique Guillo, 2016. « Comment articuler les sciences de la vie et les sciences sociales à propos des relations humains/animaux? Un modèle interactionniste et évolutionniste ». *L'Année Sociologique*, 66 (2) : 385–420. <https://doi.org/10.3917/anso.162.0385>
- Collard, Damien, 2010. « De la procédure in abstracto à la procédure “en acte” : Le cas de la signification des actes authentiques par les clercs d'huissier de justice ». *@ctivités*, 7 (1) : 111–135. <https://doi.org/10.4000/activites.2334>
- Conrad, Cathy C., et Krista G. Hilchey, 2011. « A Review of Citizen Science and Community-based Environmental Monitoring: Issues and Opportunities ». *Environ Monit Assess*, 176 (1–4) : 273–291. <https://doi.org/10.1007/s10661-010-1582-5>
- Decrop, Geneviève, 1997. *De l'expertise scientifique au Risque Négocié. Le cas du risque en montagne*. Paris, Cemagref.
- Denayer, Dorothée, 2013. *Produire des connaissances, prendre soin, vivre avec et rendre compte. Une analyse comparée des compétences des acteurs de la conservation de la faune*. Thèse de doctorat, Université de Liège.
- Denayer, Dorothée, Catherine Mougenot, et Damien Collard, 2016. « Sur les pas des hommes qui ont vu l'ours. La conservation de la faune sauvage, un travail réel ». *Nature, Science, Société*, 24 (1) : 15–23. <https://doi.org/10.1051/nss/2016005>
- Descola, Philippe, 2005. *Par-delà nature et culture*. Paris, Gallimard.
- Despret, Vinciane, 2006. « Anthro-éthologie des non-humains politiques ». *Information sur les Sciences Sociales*, 45 (2) : 209–226. <https://doi.org/10.1177/0539018406063635>
- Despret, Vinciane, et Jocelyne Porcher, 2003. « Anim. d'élev. ch. porte-parole et plus si aff. Les animaux d'élevage sont en voie de disparition ». *Cosmopolitiques*, 2 : 74–90.
- Doré, Antoine, 2011. *Des loups dans la cité. Éléments d'écologie pragmatiste*. Thèse de doctorat, Institut d'Études Politiques de Paris et Université de Liège.
- Drenthen, Martin, 2015. « The Return of the Wild in the Anthropocene : Wolf Resurgence in the Netherlands ». *Ethics, Policy & Environment*, 18 (3) : 318–337. <https://doi.org/10.1080/21550085.2015.1111615>
- Fichet, Violaine, 2018. « Le réseau loup wallon comme préalable indispensable à la gestion ». Conférence présentée au colloque « Tant que le loup n'y est pas? Comment négocier l'arrivée du loup en Région wallonne? ». 9 et 10 octobre 2018. Université de Liège.
- Garde, Laurent, et Michel Meuret, 2017. *Quand les loups franchissent la lisière : Expériences d'éleveurs, chasseurs et autres résidents de Seyne-les-Alpes confrontés aux loups. Rapport d'enquête*. Montpellier, CERPAM Manosque et INRA UMR Selmet.
- Ginzburg, Carlo, 1980. « Signes, traces, pistes. Racines d'un paradigme de l'indice ». *Le Débat*, novembre (6) : 3–44.
- Goethals, Nicolas, 2017. « Le loup en Belgique ? Un retour “naturellement” anticipé... ». *Mille Lieux* : 28–31.
- Gosselin, Marion, Frédéric Gosselin, et Romain Julliard, 2010. « Lessor des sciences participatives pour le suivi de la biodiversité, intérêts et limites ». *Science, Eau et Territoires*, 3 (3) : 76–83. <https://doi.org/10.3917/set.003.0076>
- Granjou, Céline, 2015. *Sociologie des changements environnementaux. Futurs de la nature*. Londres, ISTE/Wiley.

- , 2017. « En quête des *Environmental Humanities* ». *Zilsel*, 2 (2) : 353–367. <https://doi.org/10.3917/zil.002.0353>
- Granjou, Céline, Isabelle Mauz, Marc Barbier, et Philippe Breucker, 2014. « Making Taxonomy Environmentally Relevant. Insights from an All Taxa Biodiversity Inventory ». *Environmental Science & Policy*, 3 : 254–262. <https://doi.org/10.1016/j.envsci.2014.01.004>
- Granjou, Céline, Isabelle Mauz, et Arnaud Cosson, 2010. « Les travailleurs de la nature : Une professionnalisation en tension ». *SociologieS*. Consulté le 17 juillet 2019, <http://journals.openedition.org/sociologies/3296>.
- Gura, Trisha, 2013. « Citizen Science : Amateur Experts ». *Nature*, 496 (7444) : 259–261. <https://doi.org/10.1038/nj7444-259a>
- Haraway, Donna J., 2008. *When Species Meet*. Minneapolis, University of Minnesota Press.
- Hatchuel, Armand, 1998. « Comment penser l'action collective ? Théorie des mythes rationnels ». In Robert Damien et André Tosel (dir.) *L'action collective : Coordination, conseil, planification*, p. 177–202. Besançon, Annales Littéraires de l'Université de Franche-Comté.
- Hazette, Romane, 2018. « Le loup face à la clôture : Entre fantôme et réalité ». Conférence présentée au colloque « Tant que le loup n'y est pas? Comment négocier l'arrivée du loup en Région wallonne? ». 9 et 10 octobre 2018. Université de Liège.
- Keck, Frédéric, 2018. « Ce virus est potentiellement pandémique. Les énoncés divinatoires des experts de la grippe aviaire ». *Anthropologie et Sociétés*, 42 (2–3) : 271–289. <https://doi.org/10.7202/1052646ar>
- Kohn, Eduardo, 2007. « How Dogs Dream : Amazonian Natures and the Politics of Transspecies Engagement ». *American Ethnologist*, 34 (1) : 3–24. <https://doi.org/10.1525/ae.2007.34.1.3>
- Lakoff, Andrew, 2017. *Unprepared : Global Health in a Time of Emergency*. Oakland, University of California Press.
- Landry, Jean-Marc, 2014. « The Canovis Project : Studying Internal and External Factors that May Influence Livestock Guarding Dogs' Efficiency against Wolf Predation. Preliminary Results and Discussion ». *CDP News*, 10 : 21–30.
- , 2018. « Le retour du loup dans le système agropastoral : Le choix de la 3e voie ». Conférence présentée au colloque « Tant que le loup n'y est pas? Comment négocier l'arrivée du loup en Région wallonne? ». 9 et 10 octobre 2018. Université de Liège.
- Latour, Bruno, 1989. *La science en action. Introduction à la sociologie des sciences*. Paris, La Découverte.
- , 2015. « Sur un livre d'Étienne Souriau : Les différents modes d'existence ». In Fleur Courtois-l'Heureux et Aline Wiame (dir.) *Étienne Souriau. Une ontologie de l'instauration*, p. 17–53. Bruxelles, Vrin.
- Lescureux, Nicolas, 2007. *Maintenir la réciprocité pour mieux coexister ? Ethnographie du récit kirghiz des relations dynamiques entre les hommes et les loups*. Paris, Sciences de l'Homme et Société, Museum National d'Histoire Naturelle.
- Lestel, Dominique, 1998. « L'innovation cognitive dans des communautés hybrides homme/animal de partage de sens, d'intérêts et d'affects ». *Intellectica*, 26 (1) : 203–226. <https://doi.org/10.3406/intel.1998.1577>
- Licoppe, Alain, Violaine Fichet, et Frédéric Della Libera, 2017. « Le Réseau Loup wallon ». *Wallonie Élevage*, Juillet 2017 : 63–66.
- Linnell, John, Reidar Andersen, Zanete Anderson, Linas Balciuskas, Juan Carlos Blanco, Luigi Boitani, Scott Brainerd, Urs Breitenmoser, Ilpo Kojola, Olof Liberg, Jonny Loe, Henryk Okarma, Hans C. Pedersen, Hakan Sand, Erling Solberg, Harri Valdmann, et Peter Wabakken, 2002. *The Fear of Wolves : A Review of Wolf Attacks on Humans*. Oslo, NINA: Norsk Institutt for Naturforskning. <https://digitalcommons.unl.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1026&context=wolfrecovery>
- Mahé, Emmanuel, 2005. « Transparence et régimes de visibilité. L'invisible comme forme du visible ». *Média et Information*, 22 : 131–141.
- Manceron, Vanessa, 2016. « Exil ou agentivité ? Ce que l'anthropologie fabrique avec les animaux ». *L'Année Sociologique*, 66 (2) : 279–298. <https://doi.org/10.3917/anso.162.0279>
- Mauz, Isabelle, et Céline Granjou, 2005. « L'incertitude scientifique explique-t-elle la défiance ? Le cas de la réception des résultats du suivi scientifique du loup ». In Paul Allard, Dennis Fox, et Bernard Picon (dir.) *Incertitudes et environnement. La fin des certitudes scientifiques*, p. 383–396. Arles, Edisud.
- Mech, David L., et Luigi Boitani, 2003. *Wolves : Behaviour, Ecology and Conservation*. Chicago, University of Chicago Press.
- Meuret, Michel, 2011. « Peut-on vivre avec des loups en France : Il faut une gestion ciblée des loups et des meutes à problème ». *La Recherche*, 448 : 101–102.
- Morceau, Jean-Marc, 2014. *Vivre avec le loup, 3000 ans de conflit*. Paris, Tallandier.
- Morizot, Baptiste, 2014. « Les diplomates. Cohabiter avec un grand prédateur à l'Anthropocène ». *Revue Semestrielle de Droit Animalier*, 1 : 295–335.
- , 2018. *Sur la piste animale*. Arles, Actes Sud.
- Mormont, Marc, 1984. *Parcs naturels et gestion de l'espace rural*. Arlon, Fondation Universitaire Luxembourgeoise.
- , 2007. « Des savoirs actionnables ». In Ibrahim Amoukou et Jean-Marie Wautet (dir.) *Croisement des savoirs villageois et universitaires. Enjeux pour le développement*, p. 169–186. Louvain-la-Neuve, Presses Universitaires de Louvain.
- Mounet, Coralie, 2008. « Vivre avec des animaux "à problème". Le cas du loup et du sanglier dans les Alpes françaises ». *Revue de Géographie Alpine*, 96 (3) : 55–64. <https://doi.org/10.4000/rga.553>
- Pastoureau, Michel, 2018. *Le loup. Une histoire culturelle*. Paris, Le Seuil.
- Perrenoud, Philippe, 2001. « L'obligation de compétence ou comment rendre compte de son travail quand on enseigne ? ». *Éducateur* : 44–61.
- Popa, Florin, Mathieu Guillermin, et Tom Dedeurwaerdere, 2015. « A Pragmatist Approach to Transdisciplinarity in Sustainability Research : From Complex Systems Theory to Reflexive Science ». *Futures*, 65 : 45–56. <https://doi.org/10.1016/j.futures.2014.02.002>

Strivay, Lucienne, 2018. « Conclusions du colloque ».

Conférence présentée au colloque « Tant que le loup n'y est pas? Comment négocier l'arrivée du loup en Région wallonne? ». 9 et 10 octobre 2018. Université de Liège.

Souriau, Étienne, 1943 [2009]. *Les différents modes d'existence*. Paris, Presses Universitaires de France.

Wenger, Etienne, 1998. *Communities of Practice : Learning, Meaning, and Identity*. New York, Cambridge University Press.

York, Richard, et Stefano B. Longo, 2017. « Animals in the World : A Materialist Approach to Sociological Animal

Studies ». *Journal of Sociology*, 53 (1) : 32–46. <https://doi.org/10.1177/1440783315607387>

Zask, Joëlle, 2011. *Participer. Essai sur les formes démocratiques de la participation*. Paris, Le Bord de l'eau.

Zimmermann, Barbara, Lindsey Nelson, Petter Wabakken, Håkan Sand, et Olof Liberg, 2014. « Behavioral Responses of Wolves to Roads : Scale-dependent Ambivalence ».

Behavioural Ecology, 25 (6) : 1353–1364. <https://doi.org/10.1093/beheco/aru134>
